

Mr le Conseiller du Ministre

Cher Xavier,

Mrs les Présidents,

Chers amis,

Heureusement, une campagne en chasse une autre.

La dernière, à cause de la surproduction, fut catastrophique.

### **Le constat**

Cette année, c'est nettement mieux et heureusement, car nos exploitations n'ont jamais été aussi fragiles et bon nombre d'entre nous, n'aurions pas pu survivre à une nouvelle campagne 2014.

Vous producteurs, avez globalement suivi les conseils de l'UNPT et vous n'avez planté que pour des marchés réels et identifiés, vous avez eu raison : il n'y a plus de place pour la spéculation pure.

Cette attitude d'acteur économique responsable, certes, renforcée par l'impact d'une sécheresse estivale exceptionnelle, a permis d'équilibrer l'offre à la demande.

L'UNPT s'en félicite, car c'est un préalable à un travail serein en filière pour le bénéfice de tous. Mais Je tiens cependant à modérer cet enthousiasme car les situations sont contrastées, en songeant, en particulier, aux producteurs spécialisés en féculé. Ils ont, du fait de la très forte baisse des rendements, vécu une très mauvaise campagne et ont subi la double peine : faible rendement et faible richesse.

De nouveau, pour nos plantations, nous aurons à faire les bons choix. Ne soyons pas amnésique, 2015 n'effacera pas de sitôt 2014 de nos mémoires, et gardons le réflexe de nous rapprocher de nos clients pour ne planter que ce que nous saurons vendre.

Les marchés évoluent. Et je voudrai rappeler un des rôles prioritaires de l'UNPT dans ce contexte : Vous éclairer pour faire de bons choix stratégiques !

Chacun d'entre nous, connaît son exploitation, nous sommes tous armés pour satisfaire de façon optimum les exigences de l'un ou l'autre marché. Les opportunités existent, faisons des choix de production qui ne nous mettent pas en danger excessif. Les mauvais choix individuels font courir un risque à l'équilibre des marchés en filière.

### **Un mot sur les marchés :**

Pour l'industrie alimentaire les besoins sont en forte croissance, espérons que cela se traduise à court terme par de nouveaux développement industriels. L'Etat et les régions devront de façon proactive aider toutes les initiatives des investisseurs pour localiser les nouveaux outils de transformation du « bon côté » de la frontière.

Pour la féculé, nous sommes en phase de redéveloppement des surfaces. Il est indispensable que nous continuions au sein de nos coopératives, à accompagner nos

**VERSION au 22 janvier 2016 – 15h**

**Seul le discours prononcé fait foi**

partenaires Roquette et Tereos dans leur stratégie de conquête de marchés nouveaux. Ce n'est pas le moment de donner des signes politiques négatifs : nous demandons donc au Ministère le règlement plus rapide des aides pour la campagne 2015, et, pour les campagnes à venir, à minima, le maintien du couplage pour cette production jusqu'en 2020.

Pour le frais, nous sommes conscients du très haut niveau d'exigence des consommateurs qui achètent des pommes de terre belles et bonnes. Sachons tirer le marché vers le haut, moralisons les relations commerciales en filière en adoptant des règles contractuelles objectives d'évaluation de la qualité. La stratégie gagnante que nous avons élaborée au CNIPT pour les Primeurs prouve que cela est possible et profitable à tous.

En Inter pro l'UNPT ne parle que d'une voix ; pour que nos travaux soient constructifs il est indispensable que nos partenaires de la filière aient le même souci de l'efficacité collective.

Allons vers « un choc de simplification » y compris dans nos organisations professionnelles.

**Nous l'avons démontré toute la journée : « Nous sommes des acteurs économiques »**

La production de pommes de terre est le cœur économique de nos exploitations mais, au-delà, est un levier pour l'emploi, pour l'activité en milieu rural, pour l'aménagement des territoires et pour le rôle positif de l'agriculture sur la biodiversité. Sur ce sujet et de façon plus large, sur la préservation de notre terroir, nous faisons des progrès depuis des années. Les premiers résultats sont là, il est temps que cela soit dit, remarqué et surtout reconnu par la société !

**Je le revendique aussi en votre nom : « Nous sommes des acteurs responsables »**

Nous demandons que les financements de notre recherche Pomme de terre avec ARVALIS soient « sanctuarisés » pour nous permettre d'élaborer des stratégies nouvelles encore plus « écologiquement-intensives ».

Aujourd'hui, du fait du changement climatique et de la réduction du nombre de molécules disponibles, la pression du parasitisme augmente. En attendant que de nouvelles techniques soient à notre disposition (je pense par exemple aux techniques de bio-contrôles), doit-on supprimer des solutions au risque d'être en impasse technique ? Bien entendu.... Non.

Je prendrai l'exemple de la lutte contre le taupin, qui chez nous est, à ce jour, quasi-impossible en pomme de terre. Nos amis et néanmoins concurrents Belges, Allemands ou Espagnols disposent d'un arsenal prophylactique et nous, non..., alors que nous jouons dans la même cour Européenne ... en producteurs responsables on ne le supporte plus.

Au nom des producteurs qui sont aussi parfois producteurs de plants certifiés, je vous demande Monsieur le Conseiller de tout mettre en œuvre pour accélérer les procédures d'homologation car les solutions existent en France pour d'autres cultures (*vous avez perçu, en la matière, la nuance nous ne demandons pas de mesures dérogatoires*).

Sur un autre point de vue réglementaire, prenons l'exemple de l'évolution d'ecophyto : plutôt qu'une politique punitive à base de RPD et de CEPP ne reconnaissant que la baisse

globale de l'utilisation des produits, l'UNPT propose de mettre plus de science, plus d'intelligence, plus de pragmatisme, plus de pédagogie dans le processus. La baisse de l'utilisation des produits doit être la résultante de nouvelles pratiques. Ces pratiques doivent être disponibles, avoir fait leurs preuves pour être acceptées par le monde agricole. Elaborons ensemble de nouvelles stratégies de lutte qui ne mettent pas à mal notre compétitivité, utilisons un ensemble d'indicateurs permettant de mesurer réellement l'impact de nos pratiques sur le milieu. Prévoyons des bonus pour encourager les meilleures pratiques plutôt qu'un malus pour tuer la compétitivité de tous !

Si je devais résumer mon propos, nous demandons à la puissance publique d'agir simultanément dans 2 directions :

- En n'alourdissant pas nos contraintes, et surtout si celles-ci créent des distorsions de concurrence dans un marché ouvert et excessivement concurrentiel.
- En aidant à maintenir ou à gagner de la compétitivité

Sur ce deuxième aspect, voici une piste de réflexion. Afin de continuer à être dans la course, il nous faut un plan d'adaptation filière qui permette, à l'instar de ce qui se fait dans la filière élevage, une modernisation de nos outils spécifiques de production.

Bien entendu, je pense ici aux bâtiments de stockage dont il va falloir augmenter la capacité globale et améliorer la performance énergétique mais également à l'ensemble de notre matériel spécifique : planteuse, arracheuse.

Un grand chantier est en cours d'élaboration avec la FNSEA, nous avons d'ores et déjà des propositions à faire pour aider nos exploitations à s'adapter aux nouvelles exigences de performance économique, sociétale et environnementale.

Ce plan pourrait s'articuler autour d'aides directes pour la modernisation de nos outils gérées en région et cofinancées par l'EUROPE, mais aussi certains soutiens de FranceAgriMer. Il est important de mettre du pragmatisme dans l'évaluation des Projets d'Investissement d'Avenir. Cela pourrait passer, pourquoi pas, par des innovations organisationnelles.

L'autre levier, passe par une gestion optimisée de nos trésoreries, en regardant de près la fiscalité. Il faut faire évoluer les mécanismes de dotations aux provisions pour investissements, pour que les bonnes années permettent de mieux préparer l'avenir en confortant les trésoreries sans encourager les investissements de défiscalisation qui dégradent la santé financière de nos entreprises.

Attention à notre rentabilité, attention à bien rester dans la course, c'est le principal message que je souhaite vous apporter Monsieur le représentant du Ministre ! Toutes nos actions doivent être guidées par ce pragmatisme ! Je sais que vos services sont à notre écoute et au nom des producteurs, je vous demande de les en remercier.

D'autres dossiers avancent. Souvent trop lentement à notre goût mais nous sommes satisfaits aujourd'hui de la reconnaissance du protocole de lavage des pommes de terre par la DGAL en cas de Globoderra. Nous attendons aujourd'hui des avancées sur

l'agrément des usines pour traiter les lots de pommes de terre infestés. Cela est primordial pour rendre pleinement opérationnel le FMSE pomme de terre, qui permet à l'ensemble des producteurs de pouvoir être couvert sur un risque « parasites de quarantaine » (*élargi par rapport à la précédente convention*).

La création du FMSE Pomme de terre en 2015, à l'initiative de l'UNPT avec le CNIPT et le GIPT résulte du fait que personne n'est à l'abri, même en utilisant du plant certifié. Tous les producteurs doivent pouvoir se couvrir facilement en se déclarant et en payant une cotisation modique. Faisons le vivre, il en va de la responsabilité de tous les acteurs de la filière de tout faire pour que chacun soit couvert ! ; rappelons qu'en cas de contamination le risque est potentiellement mortifère pour chacune de nos entreprises et dramatique pour l'image de notre filière.

Sur ce sujet comme sur les autres, les producteurs de pommes de terre se prennent en main. Nous le montrons par nos actions !

### **Conclusion**

Pour faire simple..., nous français, citoyens du « pays des lumières », nous avons une fâcheuse tendance à être des donneurs de leçon .Encore faudrait-il que notre modèle soit partagé. Nos décisions malheureusement sont souvent des sur-transpositions franco-françaises de règlements communautaires et créent des distorsions de concurrence avec nos partenaires. Quand on exporte une pomme de terre sur deux, ces sur-transpositions nous font alors perdre de la compétitivité et des parts de marchés. Cela va à l'encontre de la volonté exprimée par le Président de la République en septembre dernier, je demande de la cohérence au plus haut niveau.

Je souhaite conclure en m'adressant maintenant à tous les producteurs !

Comme je vous le disais en début d'intervention, les conditions climatiques de cette campagne, associées à la baisse des emblavements ont globalement permis de mettre l'offre en adéquation avec la demande. Les cours sont rémunérateurs pour tous les acteurs de la filière. Mais, attention à ne pas engorger certains marchés saturés. Dans les prochaines années, des débouchés vont certainement s'ouvrir quand d'autres risquent de se refermer ,en bons gestionnaires ,sachons faire des choix stratégiques .

Les marchés évoluent. Notre objectif, pour tirer un juste revenu de notre travail, est d'être sans cesse vigilant pour répondre au mieux à la demande en restant les plus compétitifs dans chacun des créneaux de la grande filière pomme de terre. Faites les bons choix, bonnes plantations et bonne campagne.

Merci pour votre attention,

Je vous remercie une fois encore, Mr Couderc, de représenter ici le Ministre de l'Agriculture, et je suis heureux de vous céder la parole pour clôturer nos travaux.